

**AVENANT N°1**  
**PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIEN**  
**IMMEUBLES ET MEUBLES AFFECTES A LA**  
**COMPETENCE**  
**« Assainissement collectif »**

**Entre, d'une part,**

Le propriétaire de l'immeuble, la commune de Les Monts d'Andaine représentée par son maire agissant conformément à une délibération du Conseil Municipal en date du .....

**Et d'autre part,**

Le bénéficiaire de la mise à disposition, Flers Agglo (FA) représentée par son président agissant conformément à une délibération du Conseil communautaire en date du 11 décembre 2025

**II a été convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE :**

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu les articles L. 5211-5 (III), L. 5211-17, L. 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté du Préfet de l'Orne portant extension du périmètre de Flers Agglo en date du 13 octobre 2016, périmètre étendu aux communes d'Athis Val de Rouvre, Berjou, Cahan, Durcet, La Lande St Siméon, Ménil Hubert sur Orne, Saint Philbert sur Orne, Saint Pierre du Regard, Sainte Honorine la Chardonne, La Ferté Macé, Briouze, Le Grais, Le Ménil de Briouze, Pointel, Sainte Opportune, Lonlay le Tesson et Les Monts d'Andaine au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

Considérant l'article L. 5211-5 du CGCT issu des lois susvisées qui prévoit que le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice.

Cette mise à disposition est opérée dans les conditions prévues aux articles L. 1321-1 à L. 1321-5 du CGCT.

Cette procédure ne constitue pas un transfert de propriété mais un transfert des droits et obligations du propriétaire qui permet aux structures intercommunales d'exercer pleinement les compétences qui leur ont été dévolues. La collectivité bénéficiaire a la pleine jouissance des biens remis. La commune antérieurement compétente conserve la propriété des biens et ceux-ci lui sont restitués si l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est dissous ou s'il réduit son champ de compétences et que cette réduction concerne les biens qui en permettaient l'exercice. Dès lors qu'aucun transfert de propriété n'est opéré, il n'y a pas soumission aux formalités de publicité foncière et assujettissement aux frais y afférents.

La seule limite à la mise à disposition est posée par l'article L. 1321-3 du CGCT, qui précise qu'en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Considérant qu'au terme de l'article L 1321-1 du CGCT la mise à disposition, sans transfert de propriété, est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de l'EPCI bénéficiaire,

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : Cadre de la mise à disposition**

Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et des articles L 1321-3, L. 1321-4 et L 1321-5 du CGCT relatifs à la mise à disposition des biens faisant l'objet de la présente.

#### **ARTICLE 2: Consistance des biens mis à disposition - Compléments**

La commune des Monts d'Andaine met à disposition de Flers Agglo, dans le cadre de sa compétence « Assainissement » définie à l'article 6.2 de ses statuts, les biens mobiliers et immobiliers définis en annexe 1 du présent procès-verbal.

#### **ARTICLE 3 : Obligations de Flers Agglo**

La gestion et l'entretien des bâtiments sont confiés à Flers Agglo qui en est seule responsable et qui prendra les locaux dont il s'agit dans leur état étant précisé qu'elle assumera les charges du propriétaire et du locataire, y compris celles mentionnées à l'article 1720 du Code Civil. Cette procédure, qui a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, emporte l'intégralité de la prise en charge, par le bénéficiaire, des droits et obligations du propriétaire de l'immeuble et des matériels et mobiliers considérés, à l'exception toutefois du droit d'aliénation.

Ainsi, l'EPCI possède tous pouvoirs de gestion, prend en charge les dépenses d'entretien courant et de réparations nécessaires, assure le renouvellement des biens immobiliers ainsi que leur mise aux normes en tant que de besoin, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits, agit en justice en lieu et place du propriétaire. Il procède à tous travaux de reconstruction, de surélévation, de renouvellement, de démolition ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Les travaux faits sur les biens remis à disposition appartiennent au propriétaire des biens remis et non à l'EPCI.

#### **ARTICLE 4 : Conditions de mise à disposition**

Ces biens sont remis à titre gratuit.

## **ARTICLE 5 : Comptabilisation des biens mis à disposition**

La mise à disposition des biens meubles, des immeubles et des subventions liées, est constatée comptablement par opérations d'ordre non budgétaire dans les comptes de la commune des Monts d'Andaine et de Flers Agglo, passés par Monsieur le Trésorier de Flers, receveur de la commune et de Flers Agglo, à partir de l'inventaire comptable figurant en annexe 1 du présent procès-verbal.

## **ARTICLE 6 : Date d'entrée en vigueur de la mise à disposition**

La présente mise à disposition, effective à la date de signature du procès-verbal par les deux parties, a une durée illimitée.

Toutefois, en cas de reprise effective de la compétence indiquée à l'article 1 par la commune des Monts d'Andaine ou en cas de dissolution de la Flers Agglo ou si les biens, objet de la mise à disposition, cessaient d'être nécessaires à l'exercice par la Flers Agglo de ses compétences, la commune des Monts d'Andaine recouvrera l'ensemble des droits et obligations sur les biens, dans les conditions du CGCT

## **Article 7 : Diffusion**

Le présent procès-verbal sera porté à la connaissance du service des impôts, du service du cadastre par Flers Agglo.

## **Article 8 : TVA**

Les biens, objets de la présente mise à disposition, sont affectés à des opérations dans le champ de la TVA. Les parties conviennent donc de lever l'option de dispense de régularisation de TVA prévue dans l'instruction 3 D 2-02 du 17 mai 2002.

A ce titre elles s'engagent :

- A procéder aux régularisations du droit à déduction de la TVA qui auraient incombé à la commune de Les Monts d'Andaine si elle avait continué à exploiter le service.
- A continuer d'affecter les biens à la réalisation d'opérations soumises à la TVA.
- A imposer, s'il y a lieu les livraisons à soi-même prévues à l'article 257-8 du Code Général des Impôts.

### Article 9 : Diffusion

Le présent procès-verbal sera porté à la connaissance du service des impôts, du service du cadastre par Flers Agglo.

Pour servir et valoir ce que de droit  
Fait en deux exemplaires  
A Flers, le

Pour la commune de  
Les Monts d'Andaine

Le Maire

Stéphan GRAVELAT

Pour Flers Agglo

Le Président

Yves GOASDOUE

### Liste des annexes :

- Annexe 1 : Inventaire comptable des biens meubles et immeubles mis à disposition - complément n°1
- Annexe 2 : Délibération de la commune de Les Monts d'Andaine
- Annexe 3 : Délibération de Flers Agglo